

	<p align="center">Orientations et stratégie du Plan de Transition Juste</p> <p align="center">Période de programmation 2021-2027</p>
<p align="center">Région Provence Alpes Côte d'Azur Direction Générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne</p> <p align="center">Préfecture de Région Provence Alpes Côte d'Azur Direction Régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités</p>	<p align="center"><i>Marseille, le 5 octobre 2021</i></p>

CONTEXTE :

La Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Direction Régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) collaborent depuis mi- 2020 à la formalisation d'un Plan de Transition Juste (PTJ) pour pouvoir mobiliser le Fonds de Transition Juste (FTJ) sur la période de programmation 2021-2027. Ce Plan sera annexé au programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 et au programme national FSE+ 2021-2027. Il constitue un cadre à soumettre à la Commission Européenne qui permettra d'allouer des crédits européens en faveur de la transition juste des industries du département des Bouches du Rhône, seul territoire éligible de la Région.

Le cadre communautaire de ce nouveau fonds a été validé le 24 juin 2021, et s'inscrit dans le rapport-pays pour la France, notifié par la Commission européenne au mois de février 2020, fixant les grandes orientations en matière d'investissement relatives au Fonds de Transition Juste pour la période 2021-2027.

La gestion de ce fonds est répartie entre la Région pour le volet transition écologique et l'Etat déconcentré (DREETS) pour le volet social.

Si les modalités de répartition de l'enveloppe FTJ ne sont pas complètement stabilisées, les estimations pour la prochaine programmation sont les suivantes :

- Enveloppe FTJ en gestion Région : 147,8 M€
- Enveloppe FTJ en gestion Préfecture (DREETS) : 63,4 M€

Le cadre communautaire comprend :

- Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européenne et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

- Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européenne et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition juste.

L'objectif de ce fonds est de permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi de la transition pour une vers les objectifs spécifiques de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union pour une économie neutre pour le climat à l'horizon 2050, sur la base de l'accord de Paris.

L'élaboration partenariale du PTJ a donné lieu dès le printemps 2020, à la création d'espaces dédiés à la concertation, avec entre autres des consultations bilatérales. Deux comités ont été établis afin d'assurer le pilotage de l'élaboration de la stratégie du PTJ et l'articulation avec les autres dispositifs du territoire. Au-delà des partenaires institutionnels, d'autres parties prenantes ont été mobilisées au travers de consultations bilatérales. Un webinaire d'information à destination des industriels a été organisé le 8 juillet 2020, afin de présenter le mécanisme de transition juste et pré-identifier des projets sur le territoire pouvant faire l'objet d'un financement. Une consultation publique a également été organisée le 27 novembre 2020 sous forme de webinaire pour présenter la première version du plan de transition juste et recueillir les propositions et réflexions stratégiques du partenariat régional.

De son côté, la DREETS a mobilisé de nombreux acteurs pour alimenter le volet social du diagnostic et définir sa stratégie d'intervention. Au-delà du service statistique interne, ont été mobilisés les collectivités territoriales, les missions locales, pôle emploi, l'équipe préfectorale chargée du suivi du Pacte de Gardanne, l'observatoire régional des métiers etc...

A partir de 2021, des ateliers plus spécifiques pour définir des typologies d'actions et sélectionner des indicateurs ont ensuite été organisés avec les partenaires et les directions opérationnelles concernées de la Région. La Région et la DREETS ont également été étroitement associées aux commissions mises en place dans le cadre du Pacte Territorial de Gardanne.

Cette mobilisation a permis de définir 9 axes stratégiques dont la mise en œuvre sera répartie entre la Région Sud et la DREETS.

La présente consultation écrite a pour objet de recueillir l'avis du Comité de Suivi sur les axes stratégiques proposés pour le Plan de Transition Juste.

Etat des lieux-diagnostic

Le département des Bouches-du-Rhône se caractérise par un positionnement géostratégique particulier, au croisement des flux européens et ouvert sur la Méditerranée. Ce positionnement explique son histoire particulière marquée par l'implantation d'industries fortement spécialisées. Ainsi, la part de l'industrie dans les émissions de GES du département des Bouches-du-Rhône est de 49%, principalement imputables aux sites soumis à quotas (36% des émissions de CO₂). Elle représente 32 % des salariés du département des Bouches-du-Rhône et 15% de la valeur ajoutée produite. Les établissements de grands groupes concentrent, quant à eux, 45% des effectifs industriels.

Or le secteur industriel est le principal contributeur à la baisse des consommations régionales attendues, avec une réduction d'énergie primaire de 42% entre 2012 et 2030, suivi par le résidentiel / tertiaire avec 25% et les transports avec 17%. Les industries les plus émettrices de

GES du département, doivent donc amorcer/renforcer leur transition et transformer en profondeur leurs modes de production et leur positionnement tout en préservant les emplois.

En effet, le département des Bouches du Rhône compte plus d'emplois de la sphère productive (production de biens matériels et acheminement) que la moyenne régionale (32,4% des emplois contre 28,7%) notamment autour de l'étang de Berre et dans le golfe de Fos-sur-Mer.

L'industrie ne représente pas la majorité de l'activité avec un taux respectif de 7,6% et 6,1% du total des deux zones d'emplois INSEE étudiées Martigues Salon et Aix-en Provence, elle n'en restera pas moins prioritaire dans le cadre du PTJ, de nouveaux métiers émergents verts ou verdissants étant à promouvoir. Plus spécifiquement, le territoire Est Etang de Berre est marqué par la prépondérance des secteurs du commerce, de la construction et des activités scientifiques. A noter une carence de candidats qualifiés dans les secteurs d'activité dits en tension – industrie, maintenance, BTP, restauration et soins paramédicaux.

Le taux de pauvreté cumulé des deux zones d'emplois industriels est en moyenne de 12,65 %, ce qui est inférieur au département (14,5%) et à Marseille (supérieur à 50% dans de nombreux quartiers relevant de la politique de la ville). La pauvreté se concentre ainsi dans les communes de Marseille, d'Arles et de Tarascon.

Le département Bouches du Rhône occupe le 6ème rang des départements les plus inégalitaires de France : 18,2% des personnes y vivent sous le seuil de pauvreté, soit 3,8 points de plus qu'en France métropolitaine. Il en ressort des besoins forts d'accompagnement social des publics les plus en difficulté qui doivent être associés à une réflexion sur la mobilité entre domicile et lieu de travail.

L'intervention du Fonds de Transition Juste aura donc pour objectif d'accompagner ces transformations, reconversions et diversification économique des activités industrielles tout en veillant à préserver les emplois et accompagner les publics les plus en difficulté.

Stratégie

La stratégie poursuivie est d'accompagner la transformation, la reconversion et la diversification économique des activités industrielles les plus émettrices de gaz à effet de serre du département afin de répondre aux objectifs régionaux ambitieux d'adaptation au changement climatique tout en préservant les emplois.

Pour cela, 9 axes d'interventions sont envisagés dont 5 sur le volet transition écologique et 4 sur le volet social.

AXE 1) AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE-INNOVATION ET D'UTILISATION DE TECHNOLOGIES DE POINTES POUR AMORCER LA TRANSITION INDUSTRIELLE

L'innovation est indispensable afin de chercher des solutions industrielles notamment en matière d'écoproduction et d'écoconception pour sauvegarder les emplois des secteurs en transformation et créer de nouvelles opportunités. Le FTJ soutiendra donc des **projets de recherche, développement ou d'innovation dans l'éco-conception et l'éco production industrielle**.

AXE 2) MASSIFIER L'USAGE DES TECHNOLOGIES, SYSTEMES ET INFRASTRUCTURES POUR DES ENERGIES LES MOINS POLLUANTES

La production d'énergies renouvelables et de récupération et le stockage dans l'industrie est un levier majeur pour réduire les émissions de GES et la consommation d'énergie. A titre d'exemple, les projets visant le développement d'énergie éolienne de bioénergies (bois-énergie et méthanisation) seront visés par le FTJ. Il en est de même, pour le déploiement de l'hydrogène qui devra être complété par le développement d'installations de production d'électricité renouvelable de grande puissance et par d'éventuels moyens de stockage associés. Par ailleurs les projets de récupération et de valorisation du gaz, de la vapeur, des eaux chaudes et froides seront soutenus et permettront de réduire la quantité d'énergies résiduelles produites par les industries de production. Le FTJ soutiendra des **investissements dans des infrastructures et équipements de production, stockage et récupération d'énergies renouvelables**.

Le déploiement de technologies visant à réduire la consommation d'énergie et à améliorer les procédés industriels sur le plan énergétique est également indispensable pour atteindre une neutralité carbone régionale. Le FTJ sera consacré à des projets d'adaptation des process et équipements associés pour réduire significativement la consommation d'énergie dans les industries. Le FTJ soutiendra des **projets de récupération de la chaleur fatale et l'amélioration des procédés industriels sur le plan énergétique**.

Le poids des transports dans les émissions de GES et l'importante consommation énergétique du département justifient le besoin de développement d'infrastructures et d'équipements de transport à faible émissions de gaz à effet de serre. Les financements seront orientés vers le déploiement de transports publics de voyageurs entre bassins d'emploi ciblés et le transport de marchandises. Le report modal et les solutions de mobilité « hydrogène vert » seront également soutenus. Le FTJ soutiendra des **infrastructures et équipements à faible émission de GES de transport de marchandises et de voyageurs des bassins d'emplois industriels ciblés (usage et distribution de carburant alternatif)**.

AXE 3) DECONTAMINER ET REHABILITER LES SITES INDUSTRIELS POLLUES

La pression foncière est particulièrement forte dans les Bouches-du-Rhône. Le développement de nouvelles activités et la diversification de celles existantes nécessitent de disposer de terrains utilisables. La contribution des opérations de réhabilitation et de décontamination à la réduction des effets de émissions de GES étant intrinsèquement liée aux projets qui s'implanteront sur le foncier libéré, le soutien s'orientera en priorité vers les opérations dont l'usage futur est identifié en lien avec les orientations stratégiques du PTJ.

Par ailleurs, la restauration écologique des friches favorisera la captation du carbone. Ainsi le FTJ soutiendra des **projets de décontamination de site en vue d'une réhabilitation poursuivant les objectifs du FTJ ou d'une restauration écologique et de démantèlement de matériaux contaminés vers des filières adaptées.**

AXE 4) RENFORCER L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE

Un autre levier d'actions pour atteindre la neutralité carbone régionale est la réduction voire l'élimination de la consommation de matières premières associées aux activités de production industrielle. Pour y parvenir, la mise en place de nouveaux intrants (matières premières secondaire et éco-matériaux) nécessite la structuration de filières de recyclage, moteur potentiel de création d'emploi et de compétitivité industrielle. Cela nécessite également de changer et d'optimiser les procédés industriels afin de permettre l'usage de ces nouveaux intrants. Le FTJ soutiendra des **projets d'infrastructures et équipements de démantèlement et de traitement pour la valorisation des déchets ou stockage nécessaire et associées à la valorisation et d'intégration des matières premières secondaires dans les procédés de production.**

AXE 5) INVESTIR DANS L'APPAREIL PRODUCTIF DES PME ET TPE

L'émergence de nouvelles activités économiques liées à la diversification et/ou à la reconversion de production industrielle permettant la réduction émissions de GES est également indispensable pour accompagner la transition de l'industrie vers une économie neutre en carbone. Pour y parvenir les TPE et PME devront être soutenus par le FTJ, pour mettre en œuvre leurs **investissements dans l'appareil productif et leurs aménagements s'ils sont strictement nécessaires à la diversification et/ou reconversion de la production industrielle.**

AXE 6) RECONVERSION ET FORMATION DES SALARIÉS

Le FTJ interviendra en soutien de la formation des salariés des entreprises les plus émettrices de GES qui s'engagent dans un processus de décarbonation de leur process industriel, et ce en priorité dans les sites impactés directement par la transition, comme le territoire de Gardanne-Meyreuil par exemple. L'objectif sera d'accompagner la **formation des salariés à de nouveaux procédés ou à de nouvelles activités moins voire non polluantes.**

Les salariés des entreprises moins polluantes mais qui s'investiraient dans des projets ayant un intérêt environnemental ne seront pas exclus. De même, les salariés qui s'investiraient dans des projets d'activité de toute nature favorable au dynamisme économique des deux bassins d'emplois prioritaires pourraient être retenus.

A titre d'exemple les formations de nature à favoriser une rénovation énergétique du bâti, bien que le secteur de la construction ne soit pas intégré aux secteurs d'intervention prioritaires, seront susceptibles de répondre tout à la fois aux besoins des TPE-PME, des salariés, et des citoyens.

AXE 7) APPUI A LA GESTION PREVISIONNELLE DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES (GPEC)

Un accompagnement des branches et des entreprises sur les **volets ressources humaines et compétences des actifs** est également nécessaire pour faciliter les mutations économiques et le

développement de l'emploi, liés à la transition écologique, en adéquation avec les orientations et les priorités définies dans le PTJ.

AXE 8) ACCES A L'EMPLOI ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES A DESTINATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Le FTJ pourra également intervenir sur l'accompagnement des **besoins en recrutement, formation et accompagnement global des demandeurs d'emploi et inactifs, sur de nouvelles filières d'avenir écologique**. Plusieurs leviers d'actions pourront être mobilisés pour renforcer la dimension juste de cette transition : levées des freins des demandeurs d'emplois, accompagnement vers l'emploi des publics les plus fragiles, des jeunes...

Les formations certifiantes et l'accès à l'alternance seront privilégiés. L'offre de formation locale correspondant aux métiers émergents sur les filières identifiées dans le PTJ sera identifiée. Des actions plus expérimentales, incluant le **dispositif territoire zéro chômeur**, sont envisagées.

AXE 9) INCLUSION SOCIALE DES PUBLICS LES PLUS FRAGILISES

Les publics les plus fragilisés peuvent potentiellement être impactés par la transition vers une économie neutre en carbone comme des changements de l'offre d'emploi, une modification du paysage économique, une baisse de richesse sur un territoire, des demandes de mobilité accrues, de nouvelles modalités d'accès aux droits et services. **L'intervention du FTJ permettra de minimiser ces effets ou de leur offrir une chance de réinsertion via une remobilisation adaptée et des partenariats entre les acteurs de l'insertion** (Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi, missions locales...) **et les entreprises**.

Des outils existants et ayant fait leurs preuves tels que les **chantiers d'insertion** ou les **Groupeement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification**, pourront être mobilisés.

Enfin, le FTJ pourra permettre de **renforcer l'offre d'inclusion** et des **dispositifs de lutte contre la pauvreté** sur les territoires les plus impactés socialement par les projets de décarbonation.

Ainsi, de manière générale, la capacité de la Région à soutenir ces axes stratégiques dans le cadre du futur programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 et PON FSE+ 2021-2027, dépendra de l'enveloppe qui sera allouée à la Région Sud (soumise à incertitudes à ce stade).

L'objectif est de déposer un programme finalisé dans fin 2021/début 2022 et d'anticiper l'ouverture des premiers appels à projet Fonds de Transition Juste à cet horizon.